

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1068** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n° MIN/CM/LMO/053/2015

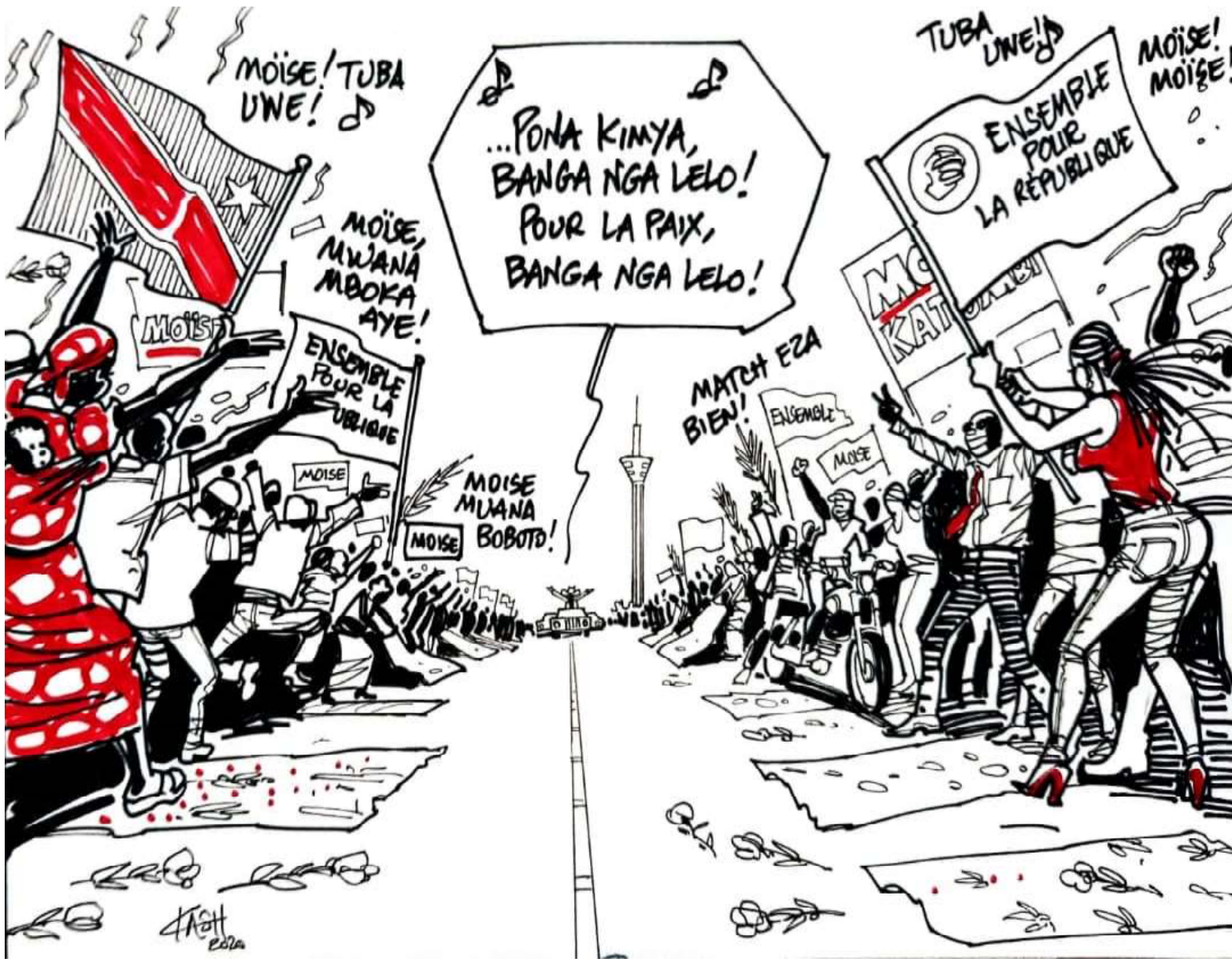
Moïse Katumbi à Kinshasa

(Lire en page 12)

Ce vendredi
dans la capitale

**Moïse
Katumbi
scelle
un pacte
avec les
Kinois**

(P. 3)



**JP Bemba mobilise
les militants MLC!**

Consultations présidentielles

(Lire en
page 8)

**Les représentants
du G7 reçus par
Félix Tshisekedi**

Les nouveaux bus TRANSCO déjà à Kinshasa

Le premier lot de nouveaux bus de la société Transport au Congo (TRANSCO) a été réceptionné au port de Boma depuis le 29 octobre 2020. Il est arrivé à Kinshasa ce jeudi soit une semaine après.

Une caravane a été organisée ce jeudi dans les artères principales de la capitale afin de présenter ces bus aux Kinnois. Ces derniers ont salué l'arrivée de ces bus.

Il s'agit d'une centaine de bus sur les 440 commandés au Brésil par le ministère de Transport et Voies de communication. Les autres bus restants de marque Mercedes arriveront progressivement.

Ces bus vont desservir non seulement la capitale de la République démocratique du Congo, mais aussi d'autres provinces du pays.

D'où, l'appel lancé par le directeur général de TRANSCO à la



population congolaise lors de la réception de ces bus afin d'en faire bon usage, faisant allusion aux événements passés où l'on assistait à la démolition des bus par les manifestants en colère.

La société TRANSCO informe aussi avoir mis en place une politique d'approvisionnement en pièces de rechange pour 5 ans, accompa-

gnée d'un service de dépannage mobile.

Il sied de noter que l'absence des bus TRANSCO avaient occasionné la difficulté de transport en commun à Kinshasa. Certains conducteurs de bus et taxis-bus s'étaient livrés à la hausse du prix et au phénomène dit "demi-terrain".

Christel Insiwe

Egypte

D. Nyakeru Tshisekedi exhorte les femmes investisseurs arabes à défendre les droits des femmes

La première dame de la République Denise Nyakeru Tshisekedi a encouragé les femmes investisseurs arabes à défendre les droits des femmes. C'était au cours d'une conférence organisée du 02 au 05 novembre 2020 au Caire, capitale de la République arabe d'Égypte, par l'Union des femmes investisseurs arabes.

Ces assises auxquelles l'épouse du chef de l'État Congolais n'a participé

que les deux premiers jours, ont été organisées sous le thème : «L'investissement arabo-africain et la coopération internationale».

Prenant la parole en présence du premier ministre égyptien, Mostafa Madbouli, la présidente de la Fondation Denise Nyakeru Tshisekedi a notamment évoqué le rôle et l'importance de la femme dans le progrès mais également le développement des communautés.

Elle a insisté sur certaines réalités auxquelles la femme est confrontée au quotidien. D'où, son appel à la formation de la femme afin de lui permettre de devenir autonome.

«Je suis convaincue qu'une femme en bonne santé, bien formée et ne subissant aucune forme de violences, peut prétendre à son autonomisation et être un facteur important de développement. C'est mon intime conviction», a déclaré Denise Nyakeru Tshisekedi.

Par ailleurs, elle a salué l'organisation de ces assises qui, d'après elle, ont offert une plateforme formelle d'échanges pour les femmes du monde. Elle a, à cet effet, exhorté les

participants aux discussions à une meilleure collaboration entre les pays africains et l'ensemble du monde arabe dans la défense des droits de la femme et l'amélioration de sa condition pour un développement équilibré des nations.

Prenant part à cette conférence, Bestine Kazadi, conseillère du chef de l'État en charge de la coopération et de l'intégration régionale, a indiqué que ces assises ont permis de consolider les relations entre États membres de l'Union africaine (UA) dont la présidence en 2021 sera assurée par le chef de l'État congolais, Félix Tshisekedi.

Il sied de signaler que ces 4 jours de travaux ont débouché sur un partage d'expériences entre les participants, une mise sur pied d'une synergie d'actions entre États. Ils ont aussi permis aux participants de nouer des contacts stratégiques et ainsi bâtir un réseau efficace des femmes poursuivant un même idéal, celui de l'émergence du continent, car «ensemble les femmes constituent une communauté forte».

Prince Mayiro

UN TRIBUNAL AMÉRICAIN

135 millions Usd en restitution aux actionnaires de la mine Kalukundi en RDC

Photo ACTUALITE.CD



La campagne anti-corruption « le Congo n'est pas à vendre » (CNPAV) salue la condamnation par la justice américaine d'OZ Africa, une filiale du fonds d'investissement spéculatif américain Och-Ziff, pour corruption liée à un projet minier en République Démocratique du Congo. La campagne exhorte la justice congolaise à enquêter sur les allégations afin de s'assurer que toute personne impliquée dans le dossier rende compte de leurs actes et afin que les victimes congolaises soient reconnues et indemnisées.

Le jugement du tribunal de New York a accordé \$135 millions en restitution aux anciens actionnaires d'Africo Resources Ltd, qui ont été reconnus comme des « victimes de crimes » par le tribunal pour avoir perdu leurs investissements dans la mine Kalukundi, qui allait bientôt être développée, dans le sud du Congo, au Lualaba.

« Bien que nous saluons ce jugement, les vraies victimes de cette corruption est le peuple congolais », dit Emmanuel Umpula de l'organisation African Resource Watch (AFREWATCH). « Malheureusement, aucune des victimes reconnues dans ce jugement n'est congolaise et il est probable qu'aucune portion de ces \$135 millions n'aille au peuple congolais ».

L'homme d'affaires israélien Dan Gertler est cité comme étant un acteur clé du système de corruption dans les documents judiciaires déposés dans cette affaire contre Oz Africa. Dans un dossier déposé au tribunal en mars 2020, les avocats d'OZ Africa ont déclaré qu'il « est clair que la plupart des actes répréhensibles ici ont été directement posés non pas par OZ Africa, mais par d'autres plus coupables comme Gertler et des responsables corrompus de la RDC ». Gertler a toujours nié toute responsabilité en lien avec des actes répréhensibles commis au Congo. Cette affirmation vient renforcer les allégations contenues dans les rapports de plusieurs organisations membres de CNPAV

qui sonnaient déjà l'alarme sur les mauvaises pratiques de Dan Gertler au Congo.

« Nous voyons des tribunaux étrangers juger des acteurs impliqués dans la corruption au Congo, alors que notre propre justice reste inactive face à ces actes », dit Freddy Kasongo, secrétaire exécutif de l'Observatoire d'Etudes et d'Appui à la responsabilité sociale et environnementale. « La justice congolaise devra agir en commandant une enquête indépendante sur les affaires liées à ces acteurs impliqués et leurs complices enfin que celui-ci, soient également jugés ici ».

Malgré que Dan Gertler soit sous sanctions américaines depuis décembre 2017, il semblerait, selon des rapports de ONGs à ce sujet, qu'il continue d'agir impunément au Congo, possiblement aidé par ses affiliations avec certains membres de l'élite congolaise.

La population congolaise ne pourra jamais être concrètement dédommée tant que la justice et l'élite congolaise restent inactives. Via cette condamnation, qui intervient une fois de plus en dehors du sol Congolais, le CNPAV voudrait interpeller les autorités congolaises concernant leur inaction dans les affaires illicites de l'homme d'affaires Israélien Dan Gertler.

De ce fait, le CNPAV recommande :

- À la justice congolaise de commissionner une enquête indépendante sur les activités de Dan Gertler au Congo.

- Au président de la République de s'impliquer personnellement et d'user de son pouvoir de chef d'État afin que les différentes institutions de lutte contre la corruption et blanchiments des capitaux se penchent sur les affaires de Dan Gertler et que justice soit enfin faite.

- À la justice américaine de considérer, suite à ce jugement, les victimes congolaises de ces actes de corruption et d'agir pour que justice leur soit également rendue.

Actu.cd

La République

2, Avenue des Entreprises,
Immeuble Sema, Gare centrale,
Kinshasa-Gombe

Directeur de Publication
Jacques Famba

Secrétaire de Rédaction
Béni Joel Dinganga

Collaborateurs
- Paul Eyenga
- Gaston Liyande

PAO
A. Salumu

Direction commerciale et
financière
Dominique Lumumba
0815011886, 0997440728

Distribution
Bertin Sefu

Images
Dieudonné Kanyinda

Consultations : Troisième journée

Le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a poursuivi, mercredi 4 novembre 2020, au Palais de la Nation, la série des consultations avec le président du Mouvement de libération du Congo (MLC), Jean-Pierre Bemba Gombo, le chef spirituel de l'église Kimbanguiste, Simon Kimbangu Kiangani, les comédiens, les professionnels de la culture, les artistes musiciens et autres, en vue de parvenir à la mise en place d'une « Union Sacrée de la Nation » en République démocratique du Congo. L'opposant Jean-Pierre Bemba est le premier chef de parti reçu.

JP Bemba soutient tout dialogue entre Congolais



Le président du Mouvement de libération du Congo (MLC) Jean Pierre Bemba a déclaré qu'il soutient tout dialogue entre Congolais, à l'issue des entretiens avec le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, au cours de cette troisième journée des consultations.

« Je soutiens tout dialogue entre Congolais », a fait savoir le président du MLC Jean-Pierre Bemba.

Jean-Pierre Bemba, qui est la première personnalité politique à répondre à l'invitation du Chef de l'Etat, a échangé en aparté avec lui pendant plusieurs minutes.

C'est la première fois que les deux acteurs politiques se rencontrent depuis la période préélectorale de 2018. Le président congolais Félix Tshisekedi, en pleine crise avec le camp de son prédécesseur Joseph Kabila, a échangé mercredi avec l'ex-chef de guerre Jean-Pierre Bemba, première personnalité politique qui s'est rendu aux « consultations nationales ».

« C'était cordial (...). Je soutiens tout dialogue entre les Congolais », a déclaré de manière lapidaire M. Bemba, président du parti d'opposition Mouvement de libération du Congo (MLC).

Cet ancien vice-président congolais a été acquitté en 2018 de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale (CPI), après

avoir passé près d'une décennie en détention.

Après une entrevue en présence des collaborateurs du chef de l'Etat, les deux personnalités ont eu ensuite un aparté pendant plus d'une quinzaine de minutes.

Société civile : fin de la coalition

Au troisième jour des consultations, le président Tshisekedi a notamment rencontré des organisations culturelles et des artistes. Les mouvements citoyens Lutte pour le changement (Lucha) et Filimbi doivent également être reçus.

Mardi, M. Tshisekedi avait



échangé avec des associations de la société civile qui l'ont invité, selon leur porte-parole Christopher Ngoy, « à mettre un terme à la coalition » avec les pro-Kabila.

La crise au sein de la coalition au pouvoir a pris de l'ampleur le 21 octobre, lorsque le chef de l'Etat a présidé la cérémonie de prestation de serment des trois nouveaux membres de la Cour constitutionnelle qu'il a nommés en juillet, malgré l'opposition de ses partenaires du FCC.

Le camp Kabila avait alors accusé le chef de l'Etat d'avoir fait « le choix délibéré de violer la Constitution » et qualifié la cérémonie d'« irrégulière » pour « des personnalités nommées de manière illégale ».

La partie est d'autant plus difficile pour le chef de l'Etat et l'alliance qui le soutient, Cap pour le changement (CACH), que le camp Kabila est majoritaire au gouver-

nement (43 ministres contre 23) mais aussi au Parlement et dans les Assemblées provinciales.

Simon Kimbangu invite les Congolais à cultiver la paix



Par ailleurs, Simon Kimbangu Kiangani a échangé avec le chef de l'Etat sur la situation sociopolitique du pays. Le chef spirituel de l'église Kimbanguiste, Simon Kimbangu Kiangani, invite tous les congolais à cultiver la paix car «chez nous au pays c'est l'Etat qui organise tout. Si l'Etat à des problèmes, nous aussi nous aurons des problèmes mais si l'Etat est en paix, nous aussi nous serons en paix», s'est exprimé le chef de l'église Kimbanguiste après sa rencontre avec le chef de l'Etat au Palais de la nation ce mercredi 04 novembre. Le chef spirituel de l'église Kimbanguiste, Simon Kimbangu Kiangani, invite tous les congolais à cultiver la paix car «chez nous au pays c'est l'Etat qui organise tout. Si l'Etat à des problème, nous aussi nous aurons des problèmes mais si l'Etat est en paix, nous aussi nous serons en paix», s' est exprimé le chef de l'église Kimbanguiste après sa rencontre avec le chef de l'Etat au Palais de la nation ce mercredi 04 novembre.

Simon Kimbangu Kiangani a échangé avec le chef de l'Etat sur la situation sociopolitique du pays.

D'autres chefs des confessions religieuses étaient reçus par le président Félix Tshisekedi le lundi 02 novembre pour donner également leurs points dans le cadre des consultations nationales.

Il sied se signaler que le chef spirituel de l'église Kimbanguiste Simon Kimbangu Kiangani a appelé les Congolais à rester concentrés dans la prière, à l'issue des entretiens avec le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Le Chef de l'église kimbanguiste s'est dit porteur, au Chef de l'Etat, d'un message de paix et d'encouragement quant à l'initiative d'écouter les forces vives de la nation en vue de la création de l'Union Sacrée.

« Le Chef de l'Etat a invité les responsables des églises. Moi, je suis

venu de Nkamba. Nous nous sommes rencontrés aujourd'hui. Nous avons discuté autour de la paix dans notre pays. Nous lui avons dit qu'on doit être fort dans la prière. C'est l'Etat qui trouve des solutions aux problèmes de tout le monde. Et si l'Etat va mal, tout le monde va mal. Si l'Etat vit dans la paix, tout le monde

est aussi en paix. Comme nous vivons tous dans cet Etat, nous devons prier pour des situations difficiles qu'il traverse », a dit Simon Kimbangu Kiangani.

La satisfaction des comédiens

Les comédiens se sont dits satisfaits d'être reçus par le Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo qui a promis de tenir compte de leurs propositions et de leur point de vue sur la situation qui prévaut actuellement au pays.

« Nous avons été très bien reçus par le Président de la République ; et, il nous a dit ce qu'il pense. Et nous, en tant qu'artistes comédiens, nous lui avons dit ce que nous pensons de la situation que traverse notre pays. Et bien, nous avons pu détailler l'analyse faite par les artistes comédiens et apparemment, nous avons compris que le Président avait vraiment besoin des conseils des artistes comédiens parce que nous nous vivons avec la population et nous connaissons ce que la population veut. Tout s'est passé comme il se devait. Nous sommes très contents d'avoir été reçus par le numéro un du pays et ça n'arrive pas tout le temps. Cela prouve que l'heure est grave », a dit le comédien Roch Bodo Bokabela.

Pr André Yoka : « La palabre est l'un des fondamentaux de la culture africaine »

Le professeur André Yoka a indiqué, à l'issue des entretiens avec le Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, que la palabre est l'un des fondamentaux de la culture africaine.

« Nous sommes des artistes. Nous sommes au milieu du village. Notre rôle est d'œuvrer pour la paix. Notre rôle, c'est donner du rêve au peuple. Et, j'ai dit aussi que le moment est important ; et, ce moment correspond à ce que nous avons comme fondamentaux de la culture africaine bantoue, c'est la palabre. Mais, la palabre africaine est une palabre positive et doit déboucher sur un minimum d'attente et d'harmonie

(Lire en page 4)

Consultations : Troisième journée

(Suite de la page 7)

sociale », a dit le professeur André Yoka.

Et d'ajouter : « Les professionnels de la culture que nous sommes, nous sommes les mieux placés pour sentir le souffle douloureux qui passe à travers le peuple. Mais, est-ce que c'est à nous ou aux professionnels de la politique de résoudre ce problème ? Tout ce que nous pouvons dire, c'est les exhorter à pouvoir regarder le peuple ; à nous regarder nous peuple. Toute notre vie, nous n'en avons fait que ça : exhorter les politiques à pouvoir regarder plus loin que ce qu'ils ne le font ».

Les mouvements citoyens pour la fin de la coalition

Au cours des entretiens qu'ils ont eus mercredi dans le cadre des consultations présidentielles, les mouvements citoyens Filimbi, Echa et Lucha ont demandé au Chef de



l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, de mettre fin de la coalition FCC-CACH.

« Nous avons très clairement fait comprendre au Président de la République que ce qui bloque le pays est le système de prédation par le groupe qui a dirigé le pays pendant 18 ans », ont déclaré les leaders de la Lucha.

« Nous soutenons la nécessité de mettre un terme à la coalition », a commenté Floribert Anzuluni tout en précisant qu'il ne s'agit pas de transférer les tares d'un groupe vers un autre.

Les mouvements citoyens ont aussi remis un mémo au Chef de l'Etat qui explicite les questions de sécurité et justice, la situation socio-économique et les réformes institutionnelles.

Par ailleurs, le Chef de l'Etat s'est aussi entretenu, le même mercredi, avec les délégués de l'Association des Handicapés, des Associations féminines, les responsables des universités et instituts supérieurs de la

RDC et les délégués de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC).

CLC : La dissolution de la coalition est une nécessité



Le Comité Laïc de Coordination (CLC) pense que la dissolution de la coalition FCC-CACH est une nécessité, a déclaré le coordinateur du CLC, le Pr Isidore Ndaywell, à l'issue de l'entrevue avec le Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, dans le cadre des consultations présidentielles.

Le Pr Isidore Ndaywell a indiqué avoir remis un mémo au Chef de l'Etat qui reprend les trois préoccupations essentielles à savoir: la réhabilitation de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire, la crédibilisation des élections de 2023 ainsi que la relance économique et sociale.

« En ce qui concerne particulièrement la crédibilité du processus électoral de 2023, elle passe par la réforme de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et la nomination d'un président de la Cour Constitutionnelle n'ayant pas trempé dans les tripatouillages électoraux », a-t-il dit.

La FEC pour une stabilité politique afin d'amasser



les investissements

Il sied de signaler que le président de la République Félix Tshisekedi a reçu, le mercredi 4 novembre dans la soirée, la délégation de la Fédération des entreprises

du Congo (FEC). Devant la presse, le président de l'organisation patronale a rappelé que « l'argent n'aime pas le bruit des bottes ; sans stabilité politique, pas d'investissement ».

Pour les opérateurs économiques, la stabilité politique est indispensable pour la réussite des activités économiques en République démocratique du Congo. « Les opérateurs économiques sont inquiets de la situation actuelle. [L'insécurité], l'argent n'aime pas le bruit des bottes. Il faut que tout le monde se mette à s'occuper des problèmes économiques. Sans stabilité politique, pas d'investissements », a fait savoir Albert Yuma.

Des journalistes arrêtés

En marge de ces consultations, deux journalistes ont été arrêtés. Les deux confrères sont toujours détenus à l'Agence nationale des renseignements, un service de sécurité qui dépend de la présidence. Roublin Bamba et Ordynolas Mobala, du site Bosolo Na Politique, ont filmé l'arrivée du président lundi avec le cardinal Monsengwo. On leur reproche d'avoir diffusé un extrait qui a créé la polémique, car plusieurs conseillers du président ne se sont pas levés et ont continué à discuter à son arrivée.

Mardi, alors que les organisations de défense des journalistes, l'Union nationale de la presse congolaise et Journalistes en danger, étaient reçues par le chef de l'Etat, les collègues ont été embarqués depuis la présidence pour interrogatoire. Depuis, du côté de la présidence, on promet leur libération prochaine, mais leur directeur de publication n'a plus aucune nouvelle. JED et Reporters sans frontières demandent leur libération. Pour rappel, JED a dénoncé une

hausse des atteintes aux droits de la presse cette année : 116 contre 85 l'an dernier à l'arrivée du président Tshisekedi au pouvoir.

Les deux journalistes libérés : la joie de OLPA

L'Observatoire de la Liberté de la Presse en Afrique (OLPA), organisation non-gouvernementale de défense et de promotion de la liberté de la presse, exprime son soulagement après la libération d'Ordynholas Mobala et Roublin Bamba respectivement journaliste et cameraman à Bosolo na Politik, un magazine d'informations générales diffusé sur plusieurs stations de télévision émettant à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC).

Les deux journalistes ont été libérés, le 4 novembre 2020 après 24 heures de détention au cachot de l'Agence nationale des renseignements (ANR). A titre de rappel, Ordynholas Mobala et Roublin Bamba ont été interpellés, le 3 novembre 2020 au Palais de la Nation, par les agents se réclamant du Conseil national de sécurité (CNS), un service spécialisé de la Présidence de la République, alors qu'ils effectuaient un reportage sur les consultations de plusieurs couches de la société par M. Félix-Antoine Tshisekedi, Président de la République. Ils ont été accusés d'avoir filmé et diffusé, le 3 novembre 2020, une vidéo montrant trois proches collaborateurs du Chef de l'Etat distraits par une causerie sans s'apercevoir de l'entrée du Président dans la salle. Leur matériel de travail (camera et téléphones) ont été confisqués avant d'être conduits au cachot de l'ANR.

Dans une lettre adressée au Vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières, le 4 novembre 2020, OLPA avait appelé ce dernier à ordonner la libération sans condition des journalistes de Bosolo na Politik ainsi que la restitution du matériel confisqué. L'organisation a, en outre, rappelé que M. Félix-Antoine Tshisekedi a reconnu, le 3 mai 2019, que les journalistes ont droit à la protection, à l'expression libre, ils doivent susciter le débat, mener des investigations et dénoncer ce qui ne marche pas au sein de la société. Interpeller les journalistes pour des faits précités risque de porter un coup fatal à l'ambitieux projet du Chef de l'Etat de faire de la presse un véritable quatrième pouvoir.

Louis-Paul Eyenga

Exposition-vente**« Foire Kitunga » :
c'est parti !**

Albert Yuma Ntambo directeur de cabinet adjoint du ministre de Classes moyennes, petites et moyennes entreprises artisanat, Justin Kalumba, a procédé mercredi à la place des évolués, dans la commune de la Gombe, au lancement des activités de la première édition de l'exposition-vente, dénommée « Foire Kitunga », en présence du directeur général de l'Office de promotion des petites et moyennes entreprises congolaises (OPEC), Ezéchiél Biduaya.

Organisée par l'OPEC, du 04 au 06 novembre 2020, en partenariat avec le collectif d'entrepreneurs transformateurs du Congo (COLECTO) et l'Association des femmes entrepreneures du Congo (AFEECO), ces assises sont placées sous le thème : « Congolais, consommons les produits locaux ».

M. Yuma a indiqué que l'organisation de cette exposition-vente témoigne de la volonté politique du gouvernement à accompagner les PMAE pour leur développement et promotion des produits et services.

Il a laissé entendre que la vision du gouvernement contenue dans le Plan national stratégique de développement (PNSD) 2012-2016, est de faire du secteur des PME, un véritable levier de développement d'une classe moyenne congolaise de développement socio-économique, en particulier par la promotion des initiatives entrepreneuriales privées des nationaux à travers les PME agricoles, minières, industrielles et des services.

C'est dans cette lancée, a-t-il dit, que le ministère des PME a

mis en place le Programme national de développement de l'entrepreneuriat au Congo (PRONADEC)

Ce plan vise quatre objectifs susceptibles d'aider le MPMEA, il s'agit de la capacité, de crédit, du contrat et du climat des affaires. Le directeur général de l'OPEC, Ezéchiél Biduaya, a fait savoir que la tenue de cette exposition consiste à assurer la promotion des produits d'entrepreneuriat congolais, à encourager les initiatives locales et à inciter les congolais à consommer les produits locaux.

L'initiative de la tenue de cette exposition, a-t-il dit, s'inscrit dans le cadre du troisième C du PRONADEC, qui a pour but de faciliter l'accès aux marchés publics ou privés de produits ou services de l'entrepreneuriat congolais.

Il a indiqué que l'OPEC a mis en place à ce jour un processus d'accompagnement pour le développement de l'entrepreneuriat congolais intégrant notamment, l'organisation des salons et expositions pour la promotion commerciale des produits et services de l'entrepreneuriat congolais. M. Biduaya a ajouté que le souhait de son office est de créer un marché permanent où seront vendus les produits des PME. Cet engagement ne se limitera pas seulement aux expositions vente mais les experts de l'OPEC s'attelleront aux diagnostics les problèmes d'emballages ou autres qui pourront également faire l'objet d'accompagnement par OPEC.

(avec ACP)

Projet de développement urbain**Renforcement des capacités du
« Task-Force municipales »**

Les ministres d'Etat, de l'Urbanisme et habitat, Pius Muabilu Mbayu, et celui de la Décentralisation et des réformes institutionnelles respectivement, Azarias Ruberwa, ont coparrainé, l'ouverture de l'atelier de mise à niveau et de lancement des équipes de renforcement des capacités municipales « Task-force municipales » (TFM), dans le cadre de la préparation du Projet de développement urbain (PDU).

Ce programme a pour objectifs d'améliorer l'accès aux services et infrastructures de base, de renforcer la gestion urbaine et municipale des villes cibles ainsi que de fournir une réponse immédiate et efficace à une crise ou à une urgence éligible.

Ce projet cible six villes au titre de financement initial pour une somme de 100 millions de dollars américains. Il s'agit des villes de Bukavu, Kalemie, Kikwit, Kindu, Matadi et Mbandaka, qualifiées des villes initiales. Au titre additionnel d'un montant de 90 millions de dollars américains, trois villes sont prises en compte, à savoir Goma, Kolwezi, Kisangani.

A cette occasion, le ministre Azarias Ruberwa a rappelé l'importance de cet atelier pour les responsables des entités territoriales (ETD), avant de les appeler à bien protéger les ouvrages qui seront érigés dans les villes concernées par ledit projet.

« Cet atelier est une sorte des prémisses de renforcement des capacités assurées en faveur de l'ensemble des ETD. Les responsables de ces entités constituent l'équipe des formateurs qui va pérenniser la formation afin de favoriser le développement. Dans toutes

les provinces, le chantier le plus important reste le renforcement des capacités », a indiqué le ministre d'Etat Azarias Ruberwa.

Pour sa part, le ministre d'Etat et président du Comité de pilotage national (CPN), Pius Muabilu, a salué l'appui apporté par la Banque mondiale en termes de financements, tout en promettant d'en faire bon usage pour l'amélioration des villes.

« Nous devons préparer ces équipes de Task-Force pour assister nos mairies, nos villes pour leur développement. Je remercie l'initiative de la Banque Mondiale pour cet appui afin que nos villes et nos mairies soient bien outillées pour une bonne maîtrise de gestion pour le bien de tous », a dit, Pius Muabilu.

Il a souligné qu'il reste de faire en sorte que l'appui des partenaires latéraux, multilatéraux et financiers comme la Banque mondiale puisse mettre fin aux catastrophes qu'enregistrent les villes congolaises depuis des années.

Il a fait remarquer que chaque TFM est composée d'un assistant à la maîtrise d'ouvrage (AMO), d'un assistant à la gouvernance municipale (AGM), d'un spécialiste en gestion financière et d'un spécialiste en planification du développement. Cependant chaque membre de la TFM dispose de sa feuille de route avec un Plan d'actions assorti des indicateurs des résultats mesurables.

Il sied de noter que le PDU du gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a bénéficié de deux accords de financement de la Banque Mondiale pour un montant total de 190 millions de dollars américains, rappelle-t-on.

Industrie**Le « Plan directeur
d'industrialisation »
bientôt prêt**

Le ministre de l'Industrie, Julien Paluku Kahongya a été informé mardi, à Kinshasa par le directeur général de Congo Challenge, Michel-Ange Lokota de la fin des études du plan directeur d'industrialisation de la RDC, a appris mercredi l'ACP dudit ministère.

Selon la source les études sectorielles, notamment sur l'agriculture, les industries manufacturières et celles des contraintes de localisation spatiale des industries et de la géolocalisation sont terminées au niveau de l'élaboration du Plan directeur d'industrialisation de la RDC.

Ces études menées par le bureau d'Étude Congo Challenge s'inscrivent au programme des 5 prochaines années. Le directeur général de Congo Challenge a fait savoir que le rapport intermédiaire sera défendu devant les experts du ministère de l'Industrie à travers les ateliers, avant de déposer au ministre de l'Industrie, le rapport final qui va beaucoup aider le gouvernement à diversifier l'économie avec notamment la transformation des produits.

« Sans industrialisation, notre grand pays qui peut être considéré comme un marché faible et dépendant des biens et

services de l'extérieur. Il est vraiment important pour la RDC de produire, afin que l'offre des biens et services puisse rencontrer la demande interne. C'est ça l'objectif que vise le gouvernement », a insisté le directeur général. Il a laissé entendre que le ministre de l'Industrie veut connaître la prochaine étape de l'industrialisation du Pays sur l'agriculture, le secteur manufacturier.

Il a soutenu que le gouvernement entend mener des études spatiales et veut savoir l'endroit où sera placée telle ou telle industrie, en fonction des avantages comparatifs que chaque territoire peut avoir. Le directeur général a annoncé qu'il s'exécute pour l'instant une enquête sur le terrain dans tous les 135 territoires du pays. ACP

SUD-KIVU

La MONUSCO juge "très critique" la situation des déplacés internes de Bijombo et Mikenge



Baffuliru, Banyindu et Banyamulenge. Octobre 2020. Radio Okapi/Ph. Emmanuel Elamenji wa Kabedi

Le chef de bureau de la MONUSCO/Sud-Kivu, Karna Soro, a déclaré que la situation est très critique pour les déplacés de Bijombo et de Mikenge.

Au cours d'un échange avec la presse mercredi 4 novembre à Bukavu, Karna Soro, a lancé un appel au gouvernement et autres humanitaires pour une assistance d'urgence en faveur de ces déplacés :

« La situation est très critique. Je voudrais vraiment demander ici à l'ensemble des autorités provinciales, locales et régionales de se mobiliser pour apporter une bouffée d'air à cette population, qu'elle puisse retourner vers ses champs pour pouvoir vivre en paix, il faut vraiment que tous les efforts soient mis en œuvre en appui à ce que la MONUSCO fait déjà. Il faut pour que ces populations puissent

repandre leur vie normale. La situation est extrêmement difficile, toutes les écoles ont été brûlées dans la zone, les centres de santé aussi ont été incendiés, donc toutes les infrastructures sociales de base n'existent plus. »

Pour lui, plus de dix mille personnes qui traversent une situation déplorable, mais qui ont besoin de retourner reprendre la vie normale dans leurs milieux respectifs.

« Les conditions de vie de ces populations sont extrêmement difficiles. C'est une zone qui connaît beaucoup d'intempéries naturelles, il pleut énormément, la nuit la température descend jusqu'à 7 degrés. Nous avons autour de la base de Bijombo, plus de 7 milles à 8 milles personnes dont plus de 4 milles enfants, nous avons autour de Mikenge, autour de 3 milles personnes aussi », a-t-il déclaré

HAUT-UELE

423 cas de viol et 200 cas de grossesses précoces enregistrés en 6 mois (ONG FFC)



Le Fonds des femmes congolaises (FFC), une association nationale engagée dans la lutte contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre, a indiqué mardi 3 novembre à Isiro que 423 cas de viol et 200 grossesses précoces avaient été enregistrés de mars à septembre 2020 sur toute l'étendue de la province du Haut-Uele.

Les violences sexuelles et celles basées sur le genre prennent des proportions inquiétantes en milieux scolaires dans la province du Haut-Uele. Il faut sensibiliser les acteurs éducatifs afin qu'ils s'impliquent dans la lutte contre ce fléau, a déclaré Espérance Lonyongo, point focal de cette structure dans cette province.

Elle s'est exprimée ainsi au cours d'un

atelier de trois jours, débuté mardi à Isiro, en vue de sensibiliser les enseignants, les préfets et les comités des parents afin de s'impliquer pour endiguer ce mal.

Espérance Lonyongo note que plusieurs centaines des cas de viol et violences basées sur le genre ont été enregistrés surtout pendant le confinement :

« Depuis le mois de mars jusqu'en septembre 2020 sur toute l'étendue de la province du Haut-Uele, nous avons enregistré 423 cas de viol et 200 cas de violence basées sur le genre et 200 cas de grossesses précoces. » Par ailleurs, le rapport du FFC ajoute qu'une centaine d'élèves filles finalistes ont passé les épreuves de l'EXETAT-2020 en étant grosses.

Au regard de l'ampleur de ces phénomènes dans la communauté locale, Françoise Azaro, ministre provinciale en charge du Genre, famille et enfant, a exhorté le FFC à renforcer les capacités de tous les acteurs socio-éducatifs dans la gestion de l'information, des techniques et collectes des données. Elle a appelé également ces derniers à la dénonciation, afin de permettre une lutte éclairée conformément aux lois du pays.

NORD-KIVU

Butembo : l'évêque Sikuli Paluku condamne la recrudescence de l'insécurité et le massacre de Lisasa



L'évêque de Beni-Butembo, Sikuli Paluku Melchisédech à Bini lors de son séjour de compassion aux victimes du massacre de Rwangoma à Beni (Nord-Kivu). 29/08/2016. Ph. Radio Okapi/Alain Wandimoyi

L'évêque du diocèse catholique de Butembo-Beni, Sikuli Paluku Melchisédech, a condamné la profanation du secteur Lisasa lors de l'attaque dudit village samedi 31 octobre par les ADF.

Dans un entretien avec la presse du diocèse, mercredi 4 novembre, Paluku Melchisédech, fustige le silence honteux doublé d'une indifférence des autorités compétentes. Il appelle, à cet effet, les autorités à être plus réalistes :

« Il faut compter que nous sommes en insécurité depuis plus d'une décennie. Ça se passe dans un silence comme si cela ne concernait que les victimes de ces massacres. Quand on est autorité politique, on dit oui nous comprenons, nous allons essayer de mettre fin à cela. Ce sont des promesses mais

nous voulons qu'on fasse des promesses efficaces et réalisables, autrement vaudrait mieux se taire. »

De retour de Kinshasa, où il a pris part à la 57 assemblée plénière de la conférence épiscopale, l'évêque du diocèse catholique de Butembo-Beni, a également condamné les assaillants qui ont profané les objets Sacrés de l'Eglise du secteur portant le même nom : « Ce qu'on considère comme sacré doit être respecté. Donc ils ne doivent pas faire de profanation, de sacrilège parce que ce qu'ils font ce ne pas digne de quelqu'un qui a encore une conscience ou qui a un cœur. »

Ce pasteur de Butembo-Beni a enfin exhorté la population à ne jamais conjuguer avec l'ennemi, mais de rester en éveil en dénonçant tout mouvement suspect

Les Mai-Mai RNL administrent le village Kazaroho

Le groupe Mai-Mai dénommé Résistance nationale lumumbiste (RNL) occupe le village Kazaroho depuis près d'un mois. Ce village est un carré minier situé en secteur de Bapere, dans le territoire de Lubero, à la limite avec le territoire de Mambasa, en Ituri.

D'après le commandant de la police du sous-commissariat de Kambau, Josaphat Kalakala, le leader du groupe, le général autoproclamé Mille Tours par Seconde, a déjà chassé du village tous les services de l'Etat, les taxateurs et même les exploitants miniers. Ces derniers se sont réfugiés à Bilulu, un village voisin.

Le chef du secteur de Bapere, Kombi

Nepanepa, qui confirme la nouvelle, condamne cet activisme des groupes armés notamment la RNL.

D'après lui, ce groupe armé a catégoriquement refusé le processus de paix. L'inquiétude du chef est de voir que cette milice s'intéresse maintenant aux minerais de la zone.

Kombi Nepanepa dénonce également plusieurs autres exactions commises par ce groupe armé. Il parle notamment de vol, du pillage et le viol des femmes. Il indique que les services de sécurité s'investissent pour le déloger de ce carré minier et y rétablir l'autorité de l'Etat.

Beni : 2 morts dans une nouvelle attaque des ADF à Loselose

Deux personnes ont été tuées dans une nouvelle attaque attribuée aux présumés rebelles ADF mercredi 4 novembre, au village Loselose, dans le secteur de Ruwenzori, en territoire de Beni (Nord-Kivu). Les deux personnes tuées à la machette sont des agriculteurs. La société civile locale précise que les deux victimes ont été surprises dans leurs champs par les ADF à Lumanza, un petit village situé à 4 Km de Loselose dans le secteur de Ruwenzori. Face à ces crimes odieux, la société civile locale invite le gouvernement congolais à s'impliquer davantage pour la recherche de la paix dans cette zone.

" A Loselose, des rebelles ADF ont fait incursion dans notre contrée de Loselose. Ici, ils ont réussi à tuer deux personnes et d'autres qui étaient aux champs sont portés disparus et ne sont pas encore retrouvés. Nous vivons dans un climat de peur. Et la population de Loselose ne demande que la paix. Que notre gouvernement s'implique pour qu'on retrouve la paix afin qu'on retourne aux champs sans peur ", a exhorté Roger Musubao, président de la société civile de Loselose.

Aussitôt informées, les FARDC se sont déployées dans la zone pour sécuriser le milieu et tenter de retrouver éventuellement certains cultivateurs portés disparus indique la société civile. Mais le porte-parole militaire du secteur opérationnel Sokola 1 grand nord n'a pas réagi, à cet effet.

La zone économique spéciale pilote de Maluku remise à la firme Strategos



Cérémonie de remise officielle de la Zone économique spéciale de Maluku (ZES) à la firme Strategos Group, qui avait été sélectionnée pour l'aménager. Mercredi 4 novembre 2020. Radio Okapi/ Paul Matendo

La Zone économique spéciale (ZES) pilote de Maluku entre dans sa phase opérationnelle, a déclaré le ministre de l'Industrie, Julien Paluku Kahongia, mercredi 4 novembre lors de la remise officielle de ce site à l'entreprise Strategos par le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilukamba, pour son aménagement.

La prochaine étape, selon Julien Paluku Kahongia, consiste à inviter les entrepreneurs de tous les secteurs à investir dans cette zone économique spéciale. Toujours selon lui, plusieurs entreprises sollicitent déjà des espaces sur ce site.

Le représentant de Strategos, Alexis Ndenge, estime que la mission de son entreprise consiste à viabiliser ce site ; avant d'y installer les entrepreneurs.

Le projet de la Zone économique spéciale de Maluku date de 2008, mais son arrêt a été signé en 2012, a rappelé Julien Paluku.

Zone économique spéciale, quid ? Une zone économique spéciale est une région géographique dans laquelle les lois économiques sont plus libérales, les entre-

prises qui s'y installent bénéficie des allègements fiscaux.

Déjà en 2015, l'Assemblée nationale avait voté la loi créant les zones économiques spéciales en RDC. Ces zones visent à booster l'économie congolaise. Pour y arriver, la loi a prévu des stratégies en vue d'attirer les investisseurs.

Ces derniers bénéficieront notamment d'avantages fiscaux, douaniers, administratifs et autres. Surtout, elle met en place un dispositif limitant les tracasseries de tous ordres. A en croire les députés nationaux de l'époque, l'implantation de ces zones permettra d'améliorer le climat des affaires, dans la mesure où elle est censée faciliter les investissements au pays.

Ces zones sont créées dans les espaces qui regorgent de potentialités ou richesses naturelles, permettant le développement de certaines activités économiques. Il s'agit notamment de l'agriculture, l'élevage, la pêche et les mines.

RO

"TRIBUS, OUI! TRIBALISME, NON!"



NOTRE DIVERSITÉ EST UNE RICHESSE,
SOYONS EN FIERIERS!

Barly BARUTI Ambassadeur 450 = 1

France-RDC

François Pujolas annonce la création d'une école de guerre en janvier 2021

L'Ambassadeur de France en RDC, François Pujolas, a annoncé la création d'une école de guerre en RDC pour améliorer la formation des officiers supérieurs dans tous les domaines sous le modèle d'écoles de guerre qui existent dans différents pays dont la France.

Cette annonce a été faite mercredi 4 novembre à Goma, au cours d'un tête-à-tête avec le gouverneur du Nord-Kivu, Carly Nzanu Kasivita.

« Sur le plan plus de la coopération concrète, la France a une longue tradition de coopération notamment avec les FARDC, mais elle a décidé d'augmenter cette coopération par exemple dans ce qu'on appelle coopération structurelle. Nous allons pour aider à moderniser les FARDC, mettre en place à compter de janvier prochain la première promotion de l'école de guerre. Nous allons contribuer à la création d'une école de guerre ici en RDC pour améliorer la formation des officiers supérieurs dans tous les domaines sous le modèle d'écoles de guerre qui existent dans différents pays dont la France. Ce n'est pas la seule action mais c'est la plus emblématique aujourd'hui », a indiqué l'Ambassadeur de France en RDC, François Pujolas.

Il a également fait part de la situation sécuritaire à Beni, et au Nord-Kivu en générale, la collaboration entre la MONUSCO et les FARDC, notamment à travers la Brigade d'intervention, le processus DDR :

« Le rôle de la France est à plusieurs niveaux, sur le plan diplomatique vous le savez sans doute. Membre permanent du conseil de sécurité, la France est chargée particulièrement des



dossiers où toutes les questions qui ont trait à la République démocratique du Congo et singulièrement la MONUSCO. Il y a vous le savez tous les ans renouvellement du mandat de la MONUSCO, cette année, il est particulièrement important sur une stratégie conjointe sur l'avenir de la MONUSCO qui devrait être adopter dans son principe. Donc, il y a des négociations à New-York pour aboutir à cette décision en décembre, et la France a un rôle on va dire de coordonnateur.»

François Pujolas a, en outre, félicité les gouverneurs du Nord-Kivu et du Sud-Kivu pour leur plaidoyer en faveur d'une modernisation complète du processus DDR, vers un processus qui met l'accent sur la réinsertion communautaire des ex-combattants.

Ce plaidoyer a ensuite été relayé par l'équipe des ambassadeurs accrédités en RDC auprès du chef de l'Etat congolais, a-t-il précisé.

De moins en moins de poissons à pêcher dans le lac Tanganyika

Les pêcheurs du lac Tanganyika, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), dont les prises continuent à diminuer, souhaitent une application plus rigoureuse des réglementations en vigueur, selon une étude menée par la KU Leuven, basée sur 1.018 entretiens avec des pêcheurs et d'autres parties concernées.

Le lac Tanganyika, deuxième plus grand lac d'eau douce au monde, s'étend sur quatre pays: la RDC, la Tanzanie, le Burundi et la Zambie. C'est la première étude à aussi grande échelle sur les pêcheurs de la région. Outre la KU Leuven, l'équipe de recherche était composée de chercheurs de l'Institut royal des sciences naturelles de Belgique, de l'AfricaMuseum et du Centre congolais de recherche et d'hydrobiologie (CRH).

Les résultats de l'enquête montrent notamment que les pêcheurs voient leurs prises diminuer et que les poissons deviennent plus petits. « Cela peut indiquer une surpêche ou une surpopulation, mais selon les personnes interrogées, ce n'est pas le cas », explique le professeur Maarten Van Steenberghe (KU Leuven), qui a coordonné l'étude.

L'utilisation de matériel illégal peut

également entraîner une diminution des stocks de poissons. « Bien que les pêcheurs ne soient pas ouverts à des règles plus strictes, ils souhaitent une application plus stricte des règles déjà existantes, par exemple pour empêcher la concurrence déloyale de collègues qui utilisent du matériel illégal », déclare Pascal Masyila Mulungula, chercheur au CRH en RDC.

L'étude indique aussi que de nombreux pêcheurs ne se sentent pas en sécurité. « Les conditions sur le lac sont dangereuses, avec de fortes vagues et des vents violents. D'ailleurs, les pêcheurs sont régulièrement attaqués par des gangs ou extorqués par des soldats ou des agents de sécurité », explique Els De Keyzer, qui a réalisé l'étude.

« Nous espérons que cette étude sera le point de départ pour les décideurs politiques qui veulent adapter la réglementation à la situation actuelle. Comme quatre pays se partagent le stock de poissons, les recherches futures devraient se concentrer sur la volonté des parties prenantes du lac de coopérer », conclut M. De Keyzer.

Consultations présidentielles

Les représentants du G7 reçus par Félix Tshisekedi



Le Chef de l'Etat a reçu jeudi au Palais de la Nation, dans le cadre des consultations, le G7 (Groupe de 7 partis politiques). Ce dernier a été représenté notamment par ses députés et sénateurs dont Didier Molisho, Dieudonné Bolengetenge, Muhindo Nzangi, Yves Mobando, Adirodu Djari, Florent Mulumba.

Le G7 a comme parrain Moïse Katumbi. Les partis membres de ce groupe ont fait allégeance à Ensemble pour la république, le méga parti que l'ancien gouverneur du Katanga a mis en place.

Moïse Katumbi arrive ce vendredi pour participer lui aussi aux consultations présidentielles.

Jeudi, Tshisekedi a aussi reçu certains anciens candidats à la présidentielle de 2028. Il s'agit de Théodore Ngoy, Gabriel Mokia, Marie-José Ifoku et Seth Kikuni.



COMMUNIQUE DE PRESSE DU MPCR EN RAPPORT AVEC L'ARRIVEE DU PRESIDENT MOISE KATUMBI CHAPWE A KINSHASA

Le Mouvement du Peuple Congolais pour la République estime, il est plus que temps pour notre peuple de se décider définitivement de son avenir, à ce moment où l'espace démocratique s'élargit petit à petit, le MPCR appelle les acteurs et partis politiques acquis au changement à répondre favorablement à l'appel lancé par le Chef de l'Etat à travers les consultations en cours et à soutenir massivement les Leaders politiques qui ont accepté de répondre à cet appel.

Le Mouvement du Peuple Congolais pour la République, et son Président National l'Honorable Jean Claude VUEMBA LUZAMBA, invitent les Combattantes et Combattants du MPCR en particulier ainsi que la population Congolaises en général, à se mobiliser comme un seul homme pour accueillir le Président de la plateforme l'Ensemble pour le Changement, Monsieur Moïse KATUMBI CHAPWE, ce vendredi 05 Novembre 2020 à l'aéroport de Ndjili.

« Les intérêts du peuple congolais ne seront préservés que si chaque citoyen, pour la part qui lui revient se sent personnellement investi de la mission de les défendre ».

Le MPCR, Fidèle à sa vocation républicaine et à ses engagements qui consistent à défendre les intérêts supérieurs de la nation, appelle le peuple congolais à mettre fin à son calvaire en dénichant tous ceux-là qui ont mal géré la République et tiennent à tout prix prendre le pays en otage. N'est-ce-pas qu'un peuple qui soutient les détournés n'est pas victime, mais plutôt complice de sa propre souffrance ?

Peuple Congolais, l'heure est au rendez-vous, faisons de l'enjeu politique actuel l'élément déclencheur d'une nouvelle ère politique. Disons non à l'esclavagisme et oui à la liberté.

Le MPCR soutient et adhère initiative du Chef de l'Etat pour l'intérêt supérieur de notre pays et appelle le peuple congolais à s'approprier de son destin.

Tout va changer et tout doit changer ! Levons-nous peuple congolais !!

Fait à Kinshasa, le 03 Novembre 2020

Gabin MUKE - S
Directeur du Bureau Politique

63, Avenue : KASA-VUBU
Kinshasa /NGIRI-NGIRI

Site web : www.mpcr.cd
E-mail : mpcr_cd@yahoo.fr
Fax : +33170702306

Tél : +243 0998388943, +243 15164200
+243 818207181, +243 995798689


 République Démocratique du Congo
 Présidence de la République
 Protocole du Président
Invitation
 Le Protocole du Président de la République convie
 Monsieur Florent MULUMBA
 à prendre part aux consultations annoncées le 23 octobre 2020 dernier par Son Excellence Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Président de la République, lors de Son Adresse à la Nation.
 Lieu : Palais de la Nation
 Date : Jeudi 05 novembre 2020
 Heure : 11h20
 Contacts : - +243999911242
 - +243815111037
 Etiquette : Tenue de ville
 cordiale bienvenue

Aux confins du Mali**La force européenne Takuba fait ses premiers pas**

L'entrée de la base militaire de l'opération Takuba, le 3 novembre 2020.

Au fin fond de la vaste base militaire de Gao, un plot en béton blanc orné de dessins de drapeaux français, estoniens et suédois marque l'entrée des quartiers de la Task Force (Force opérationnelle) Takuba. Un groupe encore embryonnaire de forces spéciales européennes sur lequel Paris mise gros pour partager le fardeau au Sahel.

Sous un auvent entouré de containers et de véhicules légers des forces spéciales, des soldats d'élite français et estoniens évoquent leur récente première mission commune. Le premier «Task Group» de Takuba dont ils font partie a participé en octobre à l'opération d'envergure «Bourrasque» conduite à la frontière nigérienne par la force antijihadiste française Barkhane et les armées locales.

La mission de Takuba: accompagner au combat de petites unités d'élite maliennes équipées de pick-ups et de motos, pour les aider à s'aguerrir et reconquérir des pans de territoire semi-désertiques délaissés depuis longtemps par l'Etat malien, devenus zones-refuge pour les jihadistes du groupe Etat islamique au Grand Sahara (EIGS).

Pendant l'opération «Bourrasque», «on a sillonné tout le Liptako (nord-est du Mali, ndr), on a reconnu beaucoup de villages», explique le commandant Aurélien, chef de l'unité franco-estonienne. «On était en appui, discrets, pendant que les forces armées maliennes (FAMA) arrivaient seuls dans les villages, pour que la populations les voient», détaille-t-il, en rappelant l'importance de «remettre les FAMA sur leur territoire».

«C'est la première fois que notre unité travaille avec les Français», explique un «FS» estonien sous couvert de l'anonymat. «Jusqu'ici on ne rencontre pas de problème d'interopérabilité», assure-t-il en anglais.

Les prochains mois s'annoncent cruciaux pour cette nouvelle Task Force initiée par la France, dont l'éclosion a demandé de longs mois de tractations et qui doit désormais faire ses preuves pour attirer de nouveaux candidats européens.

L'enjeu est majeur pour Paris, qui s'échine à associer à la lutte antijihadiste au Sahel le plus grand nombre de partenaires possibles, dans l'espoir de ré-

duire son empreinte militaire après plusieurs années de déploiement ininterrompu.

«Impatients»

Malgré la présence de 5.100 militaires français, de l'ONU (Minusma au Mali, 13.000 hommes), de la Force conjointe du G5 Sahel et de forces américaines, les pays sahéliens subissent des attaques jihadistes fréquentes et meurtrières.

Sur la base avancée française de Ménaka, à plus d'une heure d'hélicoptère de Gao, des équipes du génie s'affairent pour préparer l'accueil prochain d'autres unités européennes de Takuba et leurs hélicoptères.

«On a monté un camp totalement en matériel de campagne, sauf les sanitaires qui seront en dur», explique le lieutenant colonel Nicolas, en marchant entre deux rangées de tentes couleur fauve, flambant neuves.

«On attend l'arrivée de nos camarades dans les prochaines semaines», explique le commandant Cédric, chef de la future unité franco-tchèque de Takuba. Fin octobre, le Parlement tchèque a enfin donné son feu vert pour l'envoi d'un contingent de 60 militaires au sein de la nouvelle Task Force chapeauté par Barkhane.

«On a fait une visite de reconnaissance avec eux en juillet, on s'est entraîné ensemble en France, et depuis l'été on échange régulièrement avec eux. Ils sont impatients de venir», détaille le commandant, arrivé il y a deux jours avec une première dizaine d'hommes.

En début d'année prochaine, Français et Tchèques seront rejoints par des forces spéciales suédoises. Un officier suédois est déjà sur les lieux pour préparer l'arrivée de son détachement de 3 hélicoptères Blackhawk et 150 hommes.

Contrairement aux autres nations partenaires, ils n'accompagneront pas les FAMA sur le terrain mais assureront des missions de réaction rapide, en appui des unités déployées au sol.

L'Italie, elle, a autorisé l'envoi de jusqu'à 200 soldats, mais aucune date n'a encore été fixée.

«Nous espérons que d'autres Européens nous rejoindront, car nous sommes convaincus qu'il y aura besoin d'un ou deux 'Task Groups' supplémentaires pour tenir le Liptako» avec les partenaires maliens, fait valoir le commandant Aurélien. AFP

Le Malawi, 1er pays africain à ouvrir une ambassade à Jérusalem depuis des décennies

Lors d'une cérémonie religieuse à Jérusalem, le 13 avril 2020.

Le Malawi va ouvrir en 2021 une ambassade à Jérusalem, devenant le premier pays africain à établir une mission diplomatique dans la ville sainte en plus de quatre décennies, ont annoncé mardi les ministres des Affaires étrangères israélien et malawite.

«Je tiens à féliciter le gouvernement du Malawi pour sa décision importante d'être pionnier et le premier pays africain à établir son ambassade à Jérusalem», a déclaré mardi soir le ministre israélien des Affaires étrangères, Gabi Ashkenazi, lors d'une conférence de presse à Jérusalem en présence de son homologue Eisenhower Mkaka.

«Nous avons réaffirmé notre proximité et nos valeurs communes de prospérité et de paix», a affirmé M. Mkaka qui dit avoir remis aux autorités israéliennes un message officiel du président du Malawi, Lazarus Chakwera, annonçant la décision d'ouvrir l'ambassade.

Dans le passé, la Côte d'Ivoire, le Zaïre (actuelle République Démocratique du Congo) et le Kenya ont eu leur ambassade à Jérusalem. Après la guerre d'octobre 1973 entre Israël et une coalition de pays arabes, ces pays africains avaient fermé les portes de leur ambassade à Jérusalem.

Aujourd'hui, de nombreux pays afri-

cains ont leur ambassade à Tel-Aviv, la métropole israélienne, mais aucun n'a d'ambassade à Jérusalem, ville disputée entre Palestiniens et Israéliens.

Le Malawi est l'un des seuls pays d'Afrique dont les liens avec Israël sont continus depuis 1964, mais n'a pas d'ambassade en Israël, a précisé le ministère des Affaires étrangères israélien.

Les Etats-Unis avaient transféré en 2018 leur ambassade en Israël de la métropole Tel-Aviv à Jérusalem, ce qui avait ulcéré les Palestiniens, le statut de la Ville sainte étant l'une des questions les plus épineuses en vue d'un règlement du conflit israélo-palestinien.

L'Etat hébreu s'est emparé de la portion orientale de Jérusalem en 1967, l'a annexée et considère désormais l'ensemble de la ville comme sa capitale «éternelle» et «indivisible», tandis que Les Palestiniens veulent faire de Jérusalem-Est la capitale de l'Etat auquel ils aspirent.

L'ONU considère de son côté que le statut de Jérusalem doit faire l'objet d'un accord entre Israéliens et Palestiniens, et qu'en attendant les capitales ne doivent pas établir à Jérusalem leur représentation diplomatique en Israël.

Cameroun**Six enseignants enlevés et plus écoles attaquées en zone anglophone**

Ces attaques surviennent onze jours après le meurtre de sept écoliers dans une école par des hommes armés, une tuerie attribuée par Yaoundé aux groupes armés sécessionnistes anglophones.

«Plusieurs terroristes (...) ont kidnappé six enseignants et 10 élèves» dans une école protestante de Kumbo mardi, dans le Nord-Ouest, l'une des deux régions anglophones, a indiqué, dans un communiqué, René Emmanuel Sadi, porte-parole du gouvernement.

Les élèves ont été libérés le même jour à la suite «d'une mobilisation spontanée (...) d'une cinquantaine de fidèles et de parents d'élèves», a-t-il ajouté. En revanche, «les six enseignants demeurent entre les mains des rebelles sécessionnistes».

Mercredi, «près d'une dizaine d'individus non identifiés» ont attaqué une école de Limbé, dans le Sud-Ouest anglophone, d'après M. Sadi. «Après avoir fait subir des violences corporelles aux élèves et aux enseignants, les assaillants ont saccagé les locaux et incendié une bonne partie de l'établissement», a-t-il poursuivi.

Contactée par l'AFP, une enseignante présente au moment de l'attaque, et qui a requis l'anonymat, a déclaré que les assaillants ont demandé aux élèves et aux professeurs de «se déshabiller avant de les

prendre en photo quand ils étaient nus» et de «mettre le feu à deux salles de classe».

A Bamenda, chef-lieu de la région du Nord-Ouest, un collège a été attaqué mardi par «quatre terroristes» qui ont ouvert le feu avant de s'enfuir en raison de la présence d'une patrouille des forces de sécurité.

A Fundong, dans la Nord-Ouest, six élèves du lycée ont été kidnappés sur le chemin de l'école mercredi avant d'être relâchés quelques heures plus tard sous la pression des populations, d'après le maire de la ville, Denis Awoh Ndong, joint par l'AFP.

«L'école est utilisée comme une arme de guerre dans ce conflit», avait expliqué à l'AFP Ilaria Allegrozzi, chercheuse de l'ONG Human Rights Watch (HRW) pour l'Afrique Centrale, après le meurtre des sept écoliers le 24 octobre.

«Les séparatistes ne veulent pas que les enfants se rendent dans les écoles, institutions qu'ils assimilent au pouvoir central», a-t-elle ajouté.

En novembre 2019, l'UNICEF estimait à 855.000 le nombre d'enfants non scolarisés dans les régions anglophones. Environ 90% des écoles primaires publiques, soit plus de 4.100 écoles et 77% des écoles secondaires publiques étaient alors fermées ou non opérationnelles.

Le Karmapa primé par la Fondation Humanitaire Bijou Aridja



L'artiste-musicien, Jean Jacques Kibinda Pembele dit « Le Karmapa » a été honoré par un nouveau mérite « Grand Prix mérite citoyen et artistique pour le social en 2020 » de la Fondation Humanitaire Bijou Aridja. (FOBIJA). C'était au cours d'une cérémonie officielle et surprise de ce mérite citoyen tenue à la résidence du compositeur et chanteur, le Karmapa, Watashi de la Rumba dans la commune de Matete.

Cette séance de remise a été conduite par l'ancienne journaliste et Présidente de la Fondation, Bijou Aridja Idja Selewa et marquée par un message vibrant qui a expliqué le bien fondé de cet acte de reconnaissance citoyenne.

« L'initiative et le courage de briser le silence pour la prise en compte de la situation de précarité des ma-

lades de l'hôpital Maman Yemo ont motivé FOBIJA à encourager cet artiste épris de solidarité », a indiqué Bijou Aridja.

Du reste plusieurs présents lui ont été remis à savoir un prix de mérite, deux tableaux de peinture et une pierre tapés à l'effigie de Karmapa.

A noter que grâce à la chanson « Maman Yemo », la situation de l'hôpital Général de Référence est sous surveillance pour une action d'assainissement de l'autorité de la ville Kinshasa dans le cadre de « Kin Bopeto ».

La Fondation FOBIJA sensibilise pour l'unité et la solidarité par des œuvres caritatives.

Les valeurs d'esprit appuyées par des œuvres positives construisent l'avenir et redonnent l'espoir, dit-on.

Beni Joël Dinganga

Innoss'B dépasse Fally Ipupa en nombre d'auditeurs sur Spotify au mois d'octobre

Pour le mois d'octobre dernier, l'artiste Innoss'B a engrangé plus d'auditeurs sur son compte Spotify que son collègue Fally Ipupa. Un sacré coup pour le jeune leader dans sa marche dans le monde de la musique congolaise.

Grâce à sa chanson « Best » en featuring avec Damso, Innocent Balume a totalisé à lui-seul plus de 307.000 auditeurs. Cette performance fait de ce jeune musicien originaire de Goma, l'artiste congolais évoluant en République démocratique du Congo le plus écouté au mois d'octobre 2020. Innoss'B a dépassé Fally Ipupa, qui n'a que 302.729 auditeurs, selon une capture d'écran de la page Instagram Jeune Talent congolais.



Mais cette nouvelle statistique ne change rien au niveau général sur une plus longue période où Fally Ipupa reste toujours l'artiste francophone le plus streamé d'Afrique, devant le feu Dj ivoirien Araphat.

En août dernier, El Marabiosha totalisait un maximum de 90 millions de streams Spotify uniquement, et en septembre son album Tokoss a atteint 50.000.000 écoutes.

B.J.D

Consultations Nationales

Les artistes congolais reçus par le Président Félix Tshisekedi

Si hier, le secteur culturel n'a pas été pris en compte dans les différents dialogues, cette fois-ci, Félix Tshisekedi a accordé aussi de l'importance à ce domaine vital pour cette nation culturelle.

Une délégation des artistes-comédiens représentant leur corporation a été reçue le mercredi 04 novembre dernier par le Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi au palais de la nation pour le compte des consultations nationales.

Composée de Lady Esobe, Rock Bokabela Bodo, Fiston Sai-Sai, Ursule Pechanga et Masumu Debrindet, ils ont échangé sur les problèmes qui caractérisent leur secteur et des pistes de solutions.

« Le Président nous fait savoir ses priorités surtout en matière culturelle. Il a apprécié présence en termes d'idées. Son engagement, ses réalisations et ses projets ont été ses maîtres mots. Il nous a écouté, bien écouté. Comme un père. Il a aussi voulu savoir ce que les gens disent de sa gestion. Nous qui sommes le-

aders d'opinion nous n'avons pas manqué des mots justes lui dire ce qui était notre cahier des charges », déclare Rock Bodo, artiste comédien.

En premier, le Chef de l'Etat avait reçu le professeur Yoka Lye qui était à la tête de la première délégation composée de Professeur Henry Kalama de l'ABA, Yollande Elebe Ma Ndembo, écrivaine, Présidente des

Femmes de lettres congolaises (Felco), Myoto Liyolo fille du défunt artiste Maître Liyolo et gestionnaire de la Fondation Liyolo.

Ensemble, ils ont échangé sur les questions existentielles du secteur culturel. Yoka Lye a expliqué au Chef les maux qui rongent le secteur culturel et les recommandations contenu dans le rapport final du 2^{ème} Forum des Culturels qui est tenu au Musée National durant 5 jours. En plus, il lui a fait savoir l'urgence qu'il y a pour la République démocratique du Congo de ratifier la Charte Panafricaine de la culture surtout que d'ici l'année prochaine le Congo va trôner au sommet de l'Union Africaine. Et, note Madame Yolande Elebe, que le professeur Yoka, a rappelé au consultant que la présidence de la Rdc à l'Union Africaine sera avant tout culturelle.

Le Chef de l'Etat a vite rassuré la délégation qu'il ne va ménager aucun effort pour que son pays soit dans un bref délai signataire de cette charte.

Ainsi, Félix Tshisekedi vient de marquer ce secteur longtemps resté parent pauvre. En attendant les actes concrets pour son amélioration, le secteur culturel peut, à ce jour, faire un ouf de soulagement puisqu'il est compté parmi les priorités de la Nation avant la grande annonce du Chef de l'Etat au sortir de ses Consultations Nationales.

B.J.D

Sorti du clip «Premier cœur» ce vendredi 06 novembre 2020

Le clip « Premier cœur » de l'artiste musicien ivoirien Kaaris chanté en featuring avec le chanteur congolais Gims sera disponible ce vendredi 06 novembre à 12h00. L'annonce a été faite le mercredi 04 novembre dernier sur le compte Instagram de Kaaris, où il a posté un extrait de cette vidéo.

Habillés tous en vestes noirs et lunettes, les deux artistes sont perçus dans une gigantesque salle de fête où chaque homme exhibait un pas de danse avec sa compagne.

« Premier cœur » est un clip qui laisse entendre l'amour entre un homme et une femme. L'homme regrette d'avoir quitté si rapidement sa campagne et lui fait voir le vrai amour qu'il portait pour elle. Plusieurs mélomanes de leur musique attendent avec impatience, ce bel morceau qui leur sera livré dans moins de 48h ».

De son vrai nom Okou Gnakouri



alias Kaaris est né à Cocody, en côte d'Ivoire le 30 janvier 1980. Contrairement à son frère de la République démocratique du Congo, Gandhi Djuna alias Gims, est né le 6 mai 1986 à Kinshasa, au Zaïre. C'est un auteur-compositeur-interprète.

B.J.D

La LINAFOOT - ce mercredi au stade Frédéric Kibassa

RDC-Angola : une liste sans grandes surprises, mais...

Pour le stage d'octobre, la RDC se présentait amputée de plusieurs éléments majeurs. Mais il en sera autrement pour cette double confrontation décisive. **Cédric Bakambu**, qui était retenu par son club pour éviter de s'exposer à la pandémie, **mènera bel et bien l'attaque des Léopards**. Derrière lui, **Gaël Kakuta** aura enfin l'occasion de transposer sa forme actuelle en équipe nationale. Absent en octobre (il attendait un heureux événement), le meneur du RC Lens va enfin retrouver la sélection, deux ans après son dernier match officiel !

Resté à Porto pour les mêmes raisons, **Chancel Mbemba** reviendra stabiliser une défense qui en a bien besoin, aux côtés du capitaine **Marcel Tisserand** et de **Christian Luyindama**, également appelés. Légèrement blessé en octobre, **Arthur Masuaku** avait également du renoncer au stage, mais sera là pour dynamiser le flanc gauche face à l'Angola. Comme arrière-gauche ? Rien n'est moins sûr... **Glody Ngonda** et **Fabrice Nsakala** ayant été appelés, le joueur de West Ham pourrait être utilisé un cran plus haut.

Au milieu, **Paul-José Mpoku** va également faire son retour. Blessé le mois dernier, le joueur formé à Tottenham n'était pas disponible pour le stage. Alors qu'il revient petit à petit avec Al-Wahda (3 entrées en jeu depuis octobre), Polo a été rappelé par Christian Nsengi. Toutefois, pas certain qu'il ait le tranchant pour démarquer comme titulaire.

Placardisé à Everton, où il n'est pas apparu sur une feuille de match cette saison, **Yannick Bolasie** n'est pas appelé. **Giannelli Imbula** et **Wilfred Moke**, quant à eux, sont toujours sans club. Touché aux ischio-jambiers avec le Standard, Jackson Muleka a malheureusement du faire l'impasse sur cette confrontation.

Appelé pour la première fois en deux ans et la double confrontation face au Zimbabwe, **Benik Afobe** aura une chance de faire oublier ses débuts ternes en sélection. Préféré à **Britt Assombalonga**, «Kovo» est récompensé pour son début de saison prometteur avec Trabzonspor (trois buts en six matchs). Peut-être l'occasion d'inscrire son premier pion avec les *Léopards*...

Stage au Maroc : certains ont marqué l'essai, d'autres pas...

Mitigé au niveau des résultats, le stage marocain a néanmoins été d'une grande utilité pour le staff. Les nouveaux **Yoane Wisasa**, **Omenouke Mfulu** et **Gédéon Kalulu** ont pu faire leurs premiers pas avec le groupe, et se familiariser avec la philosophie de Christian Nsengi. Reconduits tous les trois dans la liste, ils auront l'occasion de faire



leurs grands débuts en sélection. Décisif face au Maroc, l'ailier de Lorient sera attendu au tournant. Titulaire face au Burkina, le milieu d'Elche jouera des coudes avec la concurrence au milieu pour obtenir du temps de jeu. Quant à Kalulu, il aura cumulé à peine 20 minutes lors du stage, mais a montré beaucoup d'envie et de qualités à l'entraînement. Le latéral d'Ajaccio se lance donc dans un duel avec **Issama Mpeko** pour tenir le couloir droit.

Déjà internationaux avant le stage, **Fabrice Ngoma** et **Yannick Bangala** ont su saisir leur chance. Très bon contre le Maroc jusqu'à sa sortie sur blessure, Ngoma n'a pas non plus à rougir de sa prestation face aux *Étalons*, malgré la défaite. C'est donc logiquement qu'il conserve sa place dans le groupe, tout comme le nouveau joueur du FAR Rabat, auteur d'un gros match face aux *Lions de l'Atlas*.

Malheureusement, **Francis Kazadi** et **Ben Malango** ont confirmé nos craintes exprimées dans l'analyse du stage. Inopides face au Maroc pour le premier et contre le Burkina pour le second, les deux attaquants ne sont pas retenus. Ils ont laissé passer une chance, dont on espère pour eux qu'elle se renouvellera.

Meschack et Silas toujours absents, Beya la surprise du chef !

Espérés par les fans, le retour d'**Elia Meschack** n'a malheureusement pas lieu. Au cours de son entretien live avec notre rédaction en mai dernier, Christian Nsengi nous avait pourtant confirmé que le joueur faisait partie de ses plans. Et auteur de débuts réussis avec les Young Boys Berne, l'ailier aurait amplement mérité d'être là. De plus, si l'on se remémore son but lors du dernier match à Kinshasa face à l'Angola (2-1, en mars 2016), un petit pincement au cœur survient. Mais l'ancien ailier de Mazembe paye probablement ses litiges avec son ancien club, qui avaient été sanctionnés d'une suspension d'un an par la FECOFA, il y a... presque un an. Il devra donc purger sa sanction jusqu'au bout avant de prétendre à un retour en sélection.

Le cas de **Silas Wamangituka** est différent. Très bon avec Stut-

tgart depuis son arrivée, l'attaquant de 21 ans **n'a toujours pas joué avec son pays**, malgré la volonté du staff technique. En effet, le joueur est sous une enquête de la FIFA liée à son identité. Et celle-ci n'a pas encore rendu son verdict, du moins publiquement. Le staff n'a donc pas voulu prendre de risque et sélectionner un joueur qui apporterait pourtant beaucoup aux *Léopards*. Patience est donc le mot d'ordre dans ce dossier.

Tous comptes faits, cette sélection était plutôt prévisible. Et somme toutes, logique. Cependant, un petit nouveau est venu s'immiscer dans le groupe, à la surprise de certains observateurs : **Joel Beya**. Recruté par le TP Mazembe la saison passée, le natif de Lubumbashi jouit de nouvelles responsabilités en club depuis le départ de Muleka. Et pour l'instant, l'attaquant de 20 ans rend bien la pareille à son club, avec trois buts inscrits en quatre matchs, soit tous ceux de son équipe jusqu'à présent. Alors que Mazembe peine à démarrer, il s'impose comme l'une des plus belles promesses de notre championnat. Il n'a donc pas volé une sélection que **Dark Kabangu** et **Fiston Kalala** pouvaient aussi convoiter.

Stand-by list : un signe d'encouragement

Après avoir refusé de jouer pour République tchèque l'an dernier, **Joel Ngandu Kayamba** (28 ans, Viktoria Plzen) se voit récompensé par une place sur la liste d'attente. Idem pour **Nicke Kabamba** (27 ans, Kilmarnock) qui avait du renoncer au stage marocain après avoir contracté la Covid-19. Présents au stage, **Jordan Nkololo** (27 ans, FC Riga) et **Edo Kayembe** (22 ans, Eupen) quittent le groupe, mais dans les plans du staff. En belle forme avec V-Club, **Djuma Shabani** est présent dans la liste.

Enfin, les *Imaniens* **Dark Kabangu** (27 ans) et **Karim Kimvuidi** (18 ans) complètent la liste. Un signe d'encouragement pour l'attaquant de pointe, actuel meilleur buteur de Linafoot avec cinq réalisations en six matchs. Belle promesse du Daring, Kimvuidi y verra également une marque de considération importante de la part du coach.

footrdc

Ligue des champions

Al Ahly - Zamalek, une finale 100% égyptienne !

Les demi-finales de la Ligue des Champions de la CAF ont rendu leur verdict. Après un double report, la deuxième demi-finale retour mettant aux prises le Sporting Club Zamalek au Raja Athlétique Club de Casablanca a finalement vécu mercredi 04 Octobre à Alexandrie. Une partie du suspens avait été déjà amputée par Zamalek qui a été s'imposer au Maroc devant les Rajouis par (2-1). Au retour les Chevaliers Blancs se sont offerts un récital face à des marocains déboussolés, ombres d'eux-mêmes. En dépit de la VAR n'ayant pas tout laissé, Zamalek a humilié son adversaire de la soirée un sanglant (4-1). Telle une promenade de santé, les égyptiens ont dominé par les marocains à tous les coups et filent en finale de la Champions 4 ans après leur dernier passage gâché par Mamelodi Sundowns.

Honneur à l'Égypte, à sa capitale et à ses mythiques

L'Égypte revient sur la scène. Si l'équipe nationale se recherche encore, les clubs eux, ont décidé de donner le ton. Pour la première fois depuis plusieurs années, deux clubs du pays des pharaons vont s'affronter en finale de la prestigieuse des compétitions interclubs sur le continent africain, la C1. Le Sporting Club Zamalek sera en face du national Al Ahly dans un combat ultime pour une couronne continentale à valeur de l'or, rencontre historique sur laquelle vous pouvez **parier en ligne**. Les deux issus de la même ville, Caire la capitale, ont réalisé un parcours

impressionnant avant d'en arriver là bien que les choses aient timidement démarré pour Zamalek. Leurs prestations en quart et en demi-finales disent tout sur leur mérite à être en finale aujourd'hui. Rien de surprenant, Al Ahly et Zamalek ont été beaucoup trop forts pour les autres clubs du continent. Le Maroc à eux à l'avant-dernier tour en a eu pour son compte. Les Diabes ont écrasé le Wydad Casablanca (5-2, score cumulé) alors que les Chevaliers ont également entonné la même chanson devant le Raja Casablanca (6-2, score cumulé). Simplement incroyable.

Deux monstres en quête d'une nouvelle étoile

Al Ahly et Zamalek sont certes d'un même pays mais constituent ensemble une partie de l'histoire de football africain. Ce sont les deux mastodontes du continent qui vont à nouveau mettre à l'épreuve leurs forces. Le National c'est 8 titres de la Champions League, le plus le plus titré de la compétition. Le SC Zamalek vient tout juste derrière avec 5 titres à égalité avec le TP Mazembe de la RDC. Ça sera donc une finale à 13 titres de C1, plusieurs Super Coupe d'Afrique et Coupes de la CAF. Le clasico égyptien transposé sur le continent. Ce duel prévu le 27 novembre prochain promet d'être électrique et électrisant. Zamalek a de l'envie, Al Ahly a la soif. Ajouter un nouveau titre dans la vitrine c'est leur vœu commun, à la fin, un seul l'emportera. Mais qui donc ? Réponse le 27 Novembre prochain !

Footrdc.com

Linafoot

Coincée par Don Bosco, l'AS Maniema-Union partage les points



En match de la 9ème journée du championnat national de football (Linafoot D1), l'AS Maniema-union de Kindu vient de se laisser rattraper par le CS Don Bosco (2-2).

Pourtant leader au classement partiel, l'association sportive Maniema-union de Kindu vient d'être accrochée par les Salésiens de Lubumbashi.

Dans ce match, les hommes de Daouda Lupembe ont ouvert en premier le score à la 33ème minute de jeu. C'était sur penalty converti en but par Mercey Ngimbi. De leur part, les lushois égaliseront par le truchement d'Idriss Kisha à la 76ème minute. Trois mi-

minutes plus tard, Maniema Union va reprendre l'avantage Héritier Imana Lote mais manque de concentration, Don Bosco va revenir au score à la minute dans les ultimes minutes grâce à une réalisation de Fily Traore.

2-2, c'est sur ce score de parité que l'arbitre sifflera la fin de cette confrontation disputée au stade TPM de la Kamalondo, ce jeudi 05 novembre 2020.

Notons que ce match nul n'a pas impacté négativement les Unionistes qui contrôlent jusqu'à présent le classement provisoire avec 16 points pour 9 matchs livrés.

Cedrick Sadiki Mbala

Moïse Katumbi à Kinshasa

■ JP Bemba mobilise les militants MLC !

Invité par le chef de l'Etat dans le contexte des consultations nationales, le président du parti politique Ensemble pour la République, Moïse Katumbi Chapwe foule le sol kinois ce vendredi 6 novembre 20, autour de 10 heures, selon le protocole. Au regard du poids politique de la personne, son état-major dans la capitale s'est activé à lui réserver un accueil des plus délirants. Pari déjà gagné lorsqu'on parcourt les différentes organisations et les dispositifs mis en place par les cadres du parti.

Mais la surprise ici est l'appel du président du Mouvement de libération du Congo (MLC), Jean-Pierre Bemba Gombo à tous les militants du parti pour une rencontre à l'aéroport international de Ndjili. Question d'offrir à son frère un bain de foule qui consacre le lien patriotique des deux leaders constamment au chevet du pays de leurs ancêtres. Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi avaient surpris par leur flexibilité devant le sort de la nation quand, en 2018, leurs candidatures à la présidentielle n'étaient pas homologuées par les subterfuges du pouvoir d'alors.

Dans l'intérêt du pays, en effet, ils avaient choisi de s'aligner derrière une candidature unique de l'opposition aux fins de parvenir au changement de mode de gestion du pays. Il en est de même de leur disponibilité légendaire à se mettre à l'écoute de l'intérêt national, matérialisé, cette fois-ci, dans la reconnaissance du président élu. Mais aussi, aujourd'hui, dans la disponibilité à apporter leur expertise dans le check-up du

fonctionnement de la République pendant les deux ans de la coalition.

N'est-ce pas le nouvel homme, le nouvel acteur politique dont a besoin le pays pour redécoller ? Véritablement, la prestation des présidents de Ensemble pour la République et du Mouvement de libération du Congo sort des sillons

connus des hommes politiques congolais jusque-là. A espérer qu'ils ré-

cupéreront la bride du pouvoir pour insuffler un esprit nouveau dans le schème du

Congolais. Ainsi, à l'issue des joutes électorales, on pourra vivre un vaincu qui

sportivement félicite le vainqueur !

LR

Ce vendredi dans la capitale

Moïse Katumbi scelle un pacte avec les Kinois



Les consultations initiées par le président de la République poursuivent leur bonhomme de chemin, malgré les récriminations du Fcc. Les forces politiques et sociales représentatives défilent au Palais de la nation depuis le lundi 2 novembre 2020, jour du démarrage considéré à juste titre par d'aucuns comme un dialogue entre Congolais aux fins de faire un check up du pays et d'y apporter les remèdes pour juguler la crise multiforme qui s'est installée nonobstant le passage pacifique de flambeau entre Joseph Kabila et Félix Antoine Tshisekedi en

2019. Figure emblématique de l'opposition congolaise, Moïse Katumbi ne pouvait rester en marge de la dynamique visant à sortir la Rd-Congo du gouffre dans lequel elle s'enfonce de jour en jour. Aussi a-t-il accepté l'invitation lui lancée par le chef de l'Etat en annonçant son arrivée à Kinshasa ce vendredi dans la matinée. Cette réponse positive à l'invitation de Fatshi a été diffusée dans les médias à travers un message vidéo dans lequel Moïse Katumbi salue le courage des Kinois et les remercie pour tous les sacrifices consentis afin que les élections de

2018 aient lieu. Mais puisque le blocage est intervenu très vite au sein de la coalition au pouvoir, il a dit aux Kinois qu'il venait dans la capitale pour les remercier mais également pour échanger avec tous ceux qui veulent que le Congo sorte de sa léthargie actuelle et amorce la marche vers son développement. A l'instar de Fatshi, le président d'Ensemble pour la République, va prendre langue avec toutes les forces politiques et sociales. Le souci de l'ancien gouverneur de l'ex-province du Katanga est de faire ensemble le diagnostic des maux qui rongent le pays et

l'empêchent de décoller malgré toutes les potentialités du sol et du sous-sol. Même si le jour de son audience n'est pas encore connu à ce jour, selon des observateurs avisés de la scène politique congolaise, le leader de l'opposition voudrait cette fois, après plusieurs rendez-vous ratés, sceller un pacte avec les Kinois, ces Congolais dont aucun politicien ne peut se passer. Quoi de plus normal quand on connaît ses ambitions pour les futures échéances électorales. Il voudrait tourner la page noire avec Joseph Kabila et le Pprd et demander aux Congolais de Kinshasa qu'il reste toujours possible de faire du Congo un pays grand où il fait bon vivre. A la condition que tous soient unis et se parlent chaque fois qu'il y a un problème. Cette vision rencontre un tout petit peu celle du leader du MLC qui, à la sortie de l'audience lui accordée par le chef de l'Etat jeudi au palais de la nation, a indiqué qu'il est derrière tout dialogue entre les Congolais. A son tour, le président d'Ensemble pour la République va soumettre, le moment venu, son cahier des charges reprenant essentiellement sa contribution au déblocage de la crise actuelle.

LR



Jean Pierre Bemba @bembajp · 51s

Kinoises et Kinois, l'un d'entre-nous leaders de Lamuka, mon frère @moise_katumbi arrive ce vendredi 6 novembre 2020 à Kinshasa. Je vous invite à vous mobiliser massivement à l'aéroport international de Ndjili à partir de 8h00 pour lui réserver un accueil chaleureux.

